

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 27/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA

16 rue du Ried
67850 HERRLISHEIM

Code AIOT : 0006701924

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2024 dans l'établissement SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA implanté ZI - 16 Rue du Ried - 67850 HERRLISHEIM. L'inspection a été annoncée le 03/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est intervenue dans le cadre du signalement de l'avarie du système de détection et d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA
- ZI - 16 Rue du Ried - 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT : 0006701924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Suez RR IWS Chemical France implantée à Herrlisheim est une plateforme de tri/transit /regroupement/traitement de déchets dangereux classée sous le seuil ICPE de l'autorisation. Le site est également soumis à la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Type de suite et délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-------------------------|
| 1 | Déclaration d'incident | Arrêté Préfectoral du 04/05/1989, article 4 | Sans suites | / |
| 2 | Rapport d'incident | Arrêté Préfectoral du 04/05/1989, article 4 | Sans suites | / |
| 3 | Mesures compensatoires | Arrêté Préfectoral du 04/05/1989, article 4 | Sans suites | / |
| 4 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 04/05/1989, article 36 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été très réactif face à la situation rencontrée. Il a immédiatement mis en place des mesures compensatoires pour pallier à l'avarie de ses systèmes de détection et d'extinction incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1989, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : « Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19/07/1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspecteur des installations classées (...). » |
| Constats : Suite à un incident survenu lors de la maintenance du système de lutte contre l'incendie, l'exploitant a fait preuve de réactivité en signalant aux services de secours incendie (SIS67) : - l'avarie de son système de report d'alarme incendie (détection) vers son système d'astreinte ; - l'avarie de sa pomperie incendie (extinction). L'inspection des installations classées n'a pas été prévenue directement par l'exploitant mais par le service de secours incendie. L'exploitant aurait toutefois dû prévenir l'inspection des installations classées dans la foulée. Il doit être vigilant sur ce point si un nouvel incident ou accident devait survenir. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Rapport d'incident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1989, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : « L'exploitant fournira à la demande de l'Inspecteur des installations classées, dans un délai de quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences (...). » |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 06/05/2024, un rapport de synthèse de l'incident. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Mesures compensatoires

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1989, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : « Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés l'article 1er de la loi du 19/07/1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21/09/1977). |

L'exploitant fournira à la demande de l'Inspecteur des installations classées, dans un délai quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.»

Constats :

L'exploitant a mis en place les mesures suivantes :

1) Passage de commande pour réparation du tableau de report des alarmes le 29/04, délai de livraison du matériel environ 15 jours, avec installation par le prestataire dans la foulée. L'exploitant a également demandé un système de report provisoire à son prestataire, mais celui-ci n'est pas en mesure de lui en fournir un.

2) Mise en place de rondes par une entreprise de sécurité 1 fois par nuit + 1 fois le matin le week-end et les jours fériés, ainsi que d'une ronde le week-end et les jours fériés l'après-midi par le personnel d'astreinte du site SUEZ pour compenser l'absence de système provisoire de report.

3) Passage de commande pour le changement de la pompe le 29/04, livraison prévue le 16/07.

4) Passage d'une commande auprès d'un bureau externe le 02/05 pour un diagnostic complet du système incendie (cf commande + devis transmis par l'exploitant).

5) Courriel à l'entreprise voisine (propriétaire du site et exploitant voisin) pour prévenir de l'incident et demander l'accès à leurs caméras pour vérification des installations hors temps de travail.

6) Arrêt du regroupement des déchets inflammables sur site et programmation de leur déstockage. Le jour de la visite, l'exploitant a déjà re-routé le 02/05 un camion de gros containers vrac contenant des produits inflammables sur un autre site (la société GR). Il a également prévu d'évacuer une citerne de produits inflammables le 06/05 et un autre camion de produits conditionnés le 14/05.

L'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs pour chacune des actions mises en places.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1989, article 36

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

"L'établissement est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur.

En particulier, il dispose au minimum des moyens suivants :

- d'un réseau d'eau incendie permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés ;
- des robinets d'incendie armés des prises d'eau et autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;
- des dispositifs d'extinction automatique adaptés aux caractéristiques des produits stockés ;
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;
- d'une réserve de sable meuble et sec avec pelles. "

Constats :

Du fait de l'avarie de la motopompe, les robinets d'incendie armés et les dispositifs d'extinction automatique sont hors-service.

L'exploitant ne dispose donc plus des ressources en eaux suffisantes.

Il doit mettre en place une mesure compensatoire pour pallier cette situation (exemple : mise en

place d'une réserve d'eau temporaire...) sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

